



Termes de Référence

Consultance d'audit et d'accompagnement juridique

Commanditaire : Association DPAC Fronteira

Projet concerné : Oyapock Coopération Santé – Empowerment

Date de rédaction : Juin 2025

Lieu : Oiapoque, Brésil (avec possibilité de travail à distance et déplacements sur site)

1. Contexte et justification de la mission

L'association DPAC Fronteira, acteur clé brésilien de la médiation sociale et de la prévention en santé sexuelle et reproductive à la frontière franco brésilienne, poursuit sa structuration dans un contexte de croissance et de complexité accrue de ses activités. Les précédentes évaluations et diagnostics ont mis en avant la nécessité de renforcer la conformité juridique, la gestion des risques et la capacité à répondre aux exigences des bailleurs et de la législation brésilienne. L'accompagnement juridique est donc essentiel pour sécuriser le fonctionnement de l'association, garantir la conformité de ses pratiques et soutenir la pérennité de ses actions dans un environnement national et transfrontalier.

2. Objectifs de la mission

Objectif général : Réaliser un audit juridique approfondi de l'association DPAC Fronteira et accompagner la structuration de ses pratiques juridiques afin d'assurer la conformité, la sécurité juridique et l'efficacité opérationnelle de l'organisation

Objectifs spécifiques :

- Évaluer la conformité des statuts, règlements intérieurs, contrats et procédures internes avec la législation brésilienne et les standards internationaux applicables aux ONG.
- Analyser les risques juridiques liés aux activités, conventions, partenariats et financements de l'association.
- Examiner la gestion juridique des ressources humaines (contrats, fiches de poste, procédures disciplinaires, protection sociale).
- Accompagner la mise à jour et la sécurisation des documents juridiques (statuts, règlements, contrats, conventions de partenariat, délégations de pouvoir).

- Former et sensibiliser l'équipe dirigeante et les responsables opérationnels aux obligations légales et bonnes pratiques en matière de gouvernance associative, gestion contractuelle, protection des données, droit du travail et prévention des risques.
- Proposer un plan d'action opérationnel pour renforcer la conformité juridique et la gestion des risques de l'association.
- Formuler des recommandations pour améliorer la conformité, l'efficacité, la transparence et la durabilité de l'organisation, en tenant compte du contexte local et des exigences des partenaires et bailleurs.

3. Résultats attendus et livrables

- **Diagnostic juridique détaillé** : état des lieux de la conformité des statuts, contrats, procédures et pratiques juridiques de l'association.
- **Analyse des risques** : identification des principaux risques juridiques et recommandations pour leur mitigation.
- **Plan d'action opérationnel** : recommandations hiérarchisées, calendrier de mise en œuvre, modèles de documents types.
- **Accompagnement à la mise en conformité** : appui à la rédaction ou à la mise à jour des documents juridiques clés.
- **Sessions de formation** : ateliers ou modules de sensibilisation pour l'équipe DPAC.
- **Restitution orale** auprès de la gouvernance et des partenaires du projet.
- **Synthèse exécutive** à destination des bailleurs et partenaires.

4. Méthodologie proposée

- **Analyse documentaire** : revue des statuts, règlements, contrats, conventions, accords de partenariat, procédures RH...
- **Entretiens individuels et collectifs** avec la gouvernance, les partenaires clés (IDSanté, bailleurs).
- **Audit des procédures et pratiques** : vérification de la conformité des pratiques courantes avec la législation et les standards applicables.
- **Benchmark** avec des ONG opérant dans des contextes similaires.
- **Accompagnement et formation** : sessions de formation, coaching, élaboration de supports pratiques.

- **Ateliers participatifs pour la restitution** des constats et la co-construction des recommandations.

5. Profil du consultant ou de l'équipe

- Diplôme supérieur brésilien en droit (minimum bac+4), spécialisation en droit des associations, droit du travail, droit international ou droit des ONG.
- Expérience confirmée (minimum 5 ans) en audit juridique, accompagnement ou renforcement de capacités d'ONG/associations, idéalement en contexte brésilien.
- Connaissance approfondie de la législation brésilienne applicable aux associations et des enjeux de conformité des ONG.
- Maîtrise du portugais obligatoire.
- Expérience en formation et accompagnement juridique auprès de non-juristes.
- Capacités d'analyse, de synthèse, de pédagogie et d'animation participative.

6. Durée et calendrier

- **Durée estimée de la mission** : 20 à 25 jours ouvrés, répartis sur 4 mois, dont temps obligatoire sur Oiapoque.
- **Période de réalisation** : octobre 2025 à mars 2026 (dates à préciser avec le commanditaire).
- **Livrables intermédiaires** : note méthodologique, plan d'entretiens, version provisoire du diagnostic.
- **Livrable final** : rapport d'audit, plan d'action, synthèse exécutive.

7. Modalités de réponse

Les consultants intéressés sont invités à transmettre :

- Un CV détaillé et une lettre de motivation
- Une note méthodologique (2 pages max) précisant la compréhension de la mission, la méthodologie envisagée et le calendrier prévisionnel
- Une proposition financière
- Des références de missions similaires

Date limite de soumission : 20 juillet 2025

à janemillerap@gmail.com copie à rhodes.sophie@idsante.eu et laporte.coline@idsante.eu